



Manifeste contre le linguicide de la langue régionale d'Alsace¹

Il se parle quelque 7000 langues à travers le monde. 2500 d'entre-elles sont en voie de disparition². Disparaissent celles qui ne bénéficient pas d'une existence sociale pleine et entière leur conférant valeur et dignité, c'est-à-dire une existence scolaire, médiatique, administrative, culturelle, économique ou encore culturelle.

Ne pas conférer une telle existence sociale à une langue, c'est la condamner à végéter d'abord, à mourir ensuite. Et lorsqu'une langue meurt, meurt avec elle la culture qu'elle véhiculait, c'est-à-dire une certaine approche et compréhension du monde et de la vie, des gens et des choses. Et, citant le philosophe Michel Serres : « Un peuple qui perd sa langue perd sa culture ; un peuple qui perd sa culture perd son identité ; un peuple qui perd son identité n'existe plus ».

Les Alsaciens, depuis que l'Alsace est française, ne se sont très majoritairement pas opposés au développement de la langue française dans leur région. En contrepartie, ils ont toujours souhaité et espéré voir s'installer durablement un bilinguisme collectif français-allemand. Cela ne s'est pas réalisé et n'est pas en voie de l'être. Rien d'étonnant à cela, lorsque que l'on sait que les conditions pour que vivent pleinement les langues régionales ne sont clairement pas réunies en France, notamment parce que l'on refuse à ces dernières l'existence sociale pleine et entière évoquée ci-dessus.

Ce n'est que contraints et forcés que les Alsaciens ont progressivement renoncé à leur langue première, la langue allemande (allemand standard et ses variantes dialectales alémaniques et franciques). Aucune population n'abandonne librement sa langue première. Il faut pour cela une bonne part de contrainte objective et subjective. Pour faire changer de langue à une population, il faut faire intervenir plusieurs facteurs : diminuer le nombre de locuteurs et les fonctions de la langue dominée, dévaluer sa fonction identitaire et obtenir la légitimation de cette politique. Le changement de langue peut se faire par rupture (d'une génération à l'autre) ou de façon continue (par un lent processus d'absorption). Le changement est d'autant plus rapide que les deux phénomènes s'additionnent. C'est notamment le cas en Alsace.

Quand la France ne réunit pas les conditions nécessaires à la survie des langues régionales, c'est tout simplement qu'elle la leur refuse au nom d'une certaine conception de la nation qui lui est propre, en comparaison avec celle d'autres nations qui l'entourent. En France, l'identité nationale s'est fondée essentiellement sur des données objectives de langue,

¹ À savoir la langue allemande sous sa forme standard et ses variantes dialectales alémaniques et franciques. De notre point de vue, ce que nous disons au sujet de l'Alsace quant au linguicide, vaut aussi pour la Moselle.

² Selon l'UNESCO.

d'histoire et de culture, c'est-à-dire sur celle d'un peuple unique qui donc n'a ou ne peut avoir d'autres langues, d'autres histoires ou d'autres cultures et que l'existence de groupes spécifiques de locuteurs³ sur un espace donné se doit d'être niée.⁴

Quand aucun réel effort n'est entrepris par l'État pour faire vivre ou promouvoir la langue régionale d'Alsace il commet un linguicide. Par linguicide, nous entendons l'éradication planifiée et organisée de la langue régionale d'Alsace, à savoir de la langue allemande sous sa forme standard et ses variantes dialectales. Et même si ce linguicide n'a pas été extrêmement brutal, il n'en est pas moins un. Le résultat en est que la connaissance et la pratique de la langue régionale est au plus bas et que donc les Alsaciens n'ont pas pu tirer profit de la forte efficacité sociale, culturelle et économique que confère un bilinguisme collectif, la France non plus d'ailleurs. Il s'agit-là, non seulement d'un énorme gâchis, mais d'une faute !

Nous, signataires du présent manifeste, demandons à l'État d'arrêter ce linguicide et de mettre en place une véritable politique de revitalisation et de restauration de la langue régionale d'Alsace.

Les tout premiers signataires :

- Pierre Klein, président de l'ICA (Initiative citoyenne alsacienne), essayiste.
- Berg Jean-Pierre, vice-président de l'ICA.
- Ulsemer Bernard, vice-président de l'ICA.
- Kintz Patrick, vice-président de l'ICA.
- Schaeffer Jean-Marie, secrétaire de l'ICA.
- Huber Christian, vice-président du Comité fédéral des langues germaniques de France.
- Morgenthaler Rémy, auteur, président de Heimetsproch un Tràdition.
- Zeter Jean-Daniel, maire honoraire, ancien vice-président du CG du Bas-Rhin, président du CPA (Club Perspectives Alsaciennes).
- Fritsch Frédéric, dirigeant d'entreprise.
- Baumann René, vice-président de l'ICA.
- Peter Jean, président de OMA (Association de parents d'élèves).
- Metzger Christiane présidente du FILAL.
- Niedermeyer Jean-Michel, professeur bilingue e.r.
- Weiss François, docteur en linguistique, ancien Attaché linguistique et intervenant au Conseil de l'Europe.
- Kresser Willy, ingénieur.
- Muringer Daniel, musicien, syndicaliste.
- Huber Marie-Christine, médecin, vice-présidente de l'ICA.
- Matz Bénédicte, pédiatre, vice-présidente du Club Perspectives Alsaciennes.
- Wittmann Bernard, auteur, vice-président de l'IDEAG.
- Diringer Claude, poète.
- Elsass Philippe, Conseiller municipal de Rosheim.
- Baschung Guy militant Alsacien.
- Lehmann Alexis, ex Président National Santé de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance, Officier de la Légion d'honneur, Fondateur du projet Life Valley.
- Chauder Marc, écrivain et philosophe.

³ Cf. Décision du CC n° 99-412 DC du 15 juin 1999.

⁴ C'est la conception jacobine, quasi ethnique de la nation, née de la centralisation monarchique et du raidissement révolutionnaire et qui s'inscrit en faux contre le très européen principe d'union dans la diversité qui notamment « interdit » à la France de ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Encore une particularité française.

- Woehrling Jean-Marie, membre de Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle René Schickele Gesellschaft
- Picaper, Jean-Paul, président de l'association "C'l'Europe" (Strasbourg).
- Klein Jacques Paul, Ambassadeur, Secrétaire général adjoint des Nations unies ((Ret.).
- Sorg Jean-Paul, philosophe.
- Zimmer Bertrand, dirigeant d'entreprise.
- Helfrich Maxence, Directeur de Unser Land, Président de la section jeunes de Unser Land et vice-président de EFAY
- Fabien Antoine.
- Troestler Etienne, directeur du FEC.
- Peter Armand, éditeur
- Leduc Maximilien, professeur d'allemand.
- Lux Pascale, vice-présidente d'A.B.C.M. Zweisprachigkeit
- Schall Laurent
- Muller Alexias, assistante médicale.
- Schalck Richard, conseiller municipal de Colmar, délégué à la promotion de la langue régionale.
- Klotz Olivier
- Harmann Gaby
- Kletty Arthur
- Gherla Patrick
- Frantzen Clarisse
- Scherb Henri
- Leduc Maximilien, professeur d'allemand.
- Henry régis
- Le Roux Jean-Baptiste
- Zoellé Jean-Denis, adjoint au maire de Knoeringue.

Annexe

Déroulé du rejet de la germanophonie alsacienne et partant du bilinguisme collectif français-allemand (standard et dialectes)

À son entrée en Alsace en 1648⁵, la France y rencontre une population non seulement hautement cultivée, mais de langue et de culture allemandes. La langue allemande y est en effet en usage à tous les niveaux de la société et l'Alsace participe pleinement à la culture allemande. Elle y a même apporté des contributions majeures.

Alors que dans d'autres pays du royaume, la monarchie s'était plutôt montrée arrangeante avec les langues qui y étaient en usage et avec la diversité culturelle, ce ne sera pas le cas en Alsace où l'élite n'est pas encore francisée ni de culture française, en tout cas pas uniquement, donc de culture étrangère au moment de l'annexion, de surcroît de celle de l'ennemi⁶.

La France s'empresse non seulement d'introduire l'application de l'ordonnance de Villers-Cotterêts⁷, mais dès 1685 le Conseil d'État prononce l'interdiction de la langue allemande « dans les Procédures, les Actes, Contrats et autres expéditions... à peine de nullité ... et de

⁵ Une conquête du roi en Allemagne (Traités de Westphalie).

⁶ D'ailleurs, et probablement pour les mêmes raisons, il n'y en avait pas non plus à ce moment-là dans les Flandres et le Roussillon, ni plus tard en Corse et dans le comté de Nice ... où, comme en Alsace, l'élite n'était pas encore francisée au moment de l'annexion et n'appartenait pas à la culture française.

⁷ C'est-à-dire l'usage du français en matière juridique, étendu par la suite à l'administration.

500 livres d'amende ». Si elle a le souci de rompre les liens institutionnels qui unissent les deux rives du Rhin, elle a aussi et surtout celui du changement de culture en faveur de la culture française⁸.

Les pires menaces contre la langue et la culture allemandes apparaissent sous la Révolution au moment de la Terreur. Elles s'atténueront par la suite.

La mise en place du français dans les écoles primaires commence véritablement en 1833 en tant que matière, l'enseignement s'y poursuit comme de tout temps en allemand. En 1853, le français devient langue d'enseignement, l'allemand restant langue enseignée 35 minutes par jour.

Durant la période du Reichsland de 1871 à 1918, la langue allemande a été boostée, sans que la langue française⁹ ne soit éliminée pour autant. Les classes sociales qui l'utilisaient avant 1870 vont continuer à l'utiliser durant cette période au point que la synthèse entre la classe bourgeoise vieille-allemande¹⁰ et l'alsacienne ne prendra pas vraiment. Une double culture s'installe et porte de beaux fruits.

En 1920, l'allemand est banni des écoles de ces villages et dans le restant de l'Alsace, il est enseigné à raison de 3 heures hebdomadaires à partir de la 3^{ème} année de l'école primaire. À partir de 1927, il le sera avec le même horaire à partir du 2^{ème} semestre de la deuxième année. Il devient matière obligatoire au certificat d'études¹¹. Cependant, dans une Instruction aux inspecteurs, le recteur Christian Pfister formule l'espoir que « ... ceux-ci (les enfants) devenus grands parleront le français avec leurs enfants et correspondront avec eux en cette langue ».

En 1940, l'Alsace est annexée de fait au III^e Reich. Le français est prohibé strictement. Cette annexion, en fait un Anschluss, va occasionner un véritable traumatisme qui amènera nombre d'Alsaciens à renier la part allemande de leur identité.

Ce phénomène psychosociologique a été accompagné en 1945 de lourds interdicts linguistiques à l'encontre de la langue allemande standard. Ces interdicts prononcés en 1945, interdicts scolaires¹², interdicts médiatiques¹³ et interdicts culturels constituèrent un tort immense fait à l'identité linguistique alsacienne et une violence psychologique faite aux Alsaciennes et aux Alsaciens.

Rien ne justifiait d'orienter les choses différemment de ce qu'elles étaient avant 1940¹⁴, sinon la volonté inavouée de poser les jalons pour un alignement sur le monolinguisme¹⁵ déjà bien installé ailleurs en France et de mettre fin à une exception alsacienne.

⁸ « Comme il est de conséquence d'accoutumer les peuples des pays cédés au roi par le traité de Munster à nos mœurs et à nos coutumes, il n'y a rien qui puisse y contribuer davantage qu'en faisant en sorte que les enfants apprennent la langue française... » (Colbert Charles, marquis de Croissy, 1666).

⁹ À noter que cette langue restera enseignée en tant que langue première dans les villages romanophones des vallées.

¹⁰ Vieux-allemands, c'est ainsi que l'on appellera les Allemands de l'autre rive installés en Alsace.

¹¹ À noter que l'enseignement religieux se fait en allemand (4 heures/semaine).

¹² Arrêté rectoral de 1945 supprimant –provisoirement- l'enseignement de l'allemand. Il est donc mis fin à la réglementation de 1927. En même temps les cours de religion doivent être faits en français.

¹³ Ordonnance du 13 septembre 1945.

¹⁴ Ce que confirmait en mai 1947 le Conseil général du Bas-Rhin qui demandait la réintroduction d'un enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace avec retour au règlement en vigueur en 1939 (notamment enseignement obligatoire et épreuve obligatoire au certificat de fin d'études).

¹⁵ L'objectif de ces interdicts était de toute évidence de mettre fin à terme rapproché à une exception alsacienne où la langue française ne bénéficiait pas avant 1940 du monopole linguistique et culturel en cours dans le reste du pays, et aussi à un accès à une autre grande langue et à une autre grande culture que la française, à savoir l'allemande. Une fois cela accompli, le standard allemand devait apparaître aux yeux des Alsaciens comme une

Malgré de louables mesures prises depuis 1972¹⁶ en faveur de la langue régionale d'Alsace, celles-ci ont été bien insuffisantes pour gagner en locuteurs et redresser la barre. Il a manqué :

- en premier lieu une approche de valorisation du bilinguisme et un discours de positivation par rapport au refoulement installé depuis 1945 ;
- un débat qui aurait permis un travail collectif sur l'identité alsacienne ;
- un enseignement généralisé de la langue, tant standard que dialectale, de l'histoire politique, linguistique et culturelle de l'Alsace ;
- une véritable présence dans les médias publics.

Pour finir, il a manqué une reconnaissance¹⁷ et une pratique officielles¹⁸ de la langue qui auraient entraîné une modification profonde de la relation entretenue par ses utilisateurs avec elle.

Il est communément admis que déjà pour survivre dans un espace donné une langue doit y bénéficier d'une existence sociale, c'est-à-dire scolaire, médiatique, culturelle, administrative, économique, culturelle... à hauteur de 30 % d'emploi. Ce palier constitue le niveau de bilinguisme collectif nécessaire pour que la langue régionale perdure et est la base nécessaire à un développement plus large dans le futur, des fondations en quelque sorte.

Nous en sommes très loin en Alsace. Aussi, nous trouvons-nous aujourd'hui sur un véritable champ de ruines linguistiques et culturelles. Les jacobins sont-ils condamnés à gagner toujours ? Reconnaître le tort fait, c'est commencer à le réparer. Connaître le tort et ne pas vouloir le réparer, c'est persister.

Manifest gegen den Linguizid an der Regionalsprache des Elsass¹⁹

Weltweit werden etwa 7000 Sprachen gesprochen. 2500 von ihnen sind vom Aussterben bedroht²⁰. Es verschwinden diejenigen, die nicht über eine volle soziale Existenz verfügen, die ihnen Wert und Würde verleiht, d. h. eine schulische, mediale, administrative, kulturelle, wirtschaftliche oder auch kultische Existenz.

Wenn man einer Sprache keine solche soziale Existenz verleiht, verurteilt man sie dazu, erst zu vegetieren und dann zu sterben. Und wenn eine Sprache stirbt, stirbt auch die Kultur, die sie vermittelte, d. h. eine bestimmte Herangehensweise und ein bestimmtes Verständnis der Welt und des Lebens, der Menschen und der Dinge. Und den Philosophen Michel Serres zitierend: „Ein Volk, das seine Sprache verliert, verliert seine Kultur; ein Volk, das seine

langue étrangère et la culture allemande comme une *terra incognita*. Dans ce schéma les dialectes d'Alsace, une fois découplés de la langue et de la culture desquelles ils participaient étaient condamnés à un appauvrissement d'abord qualitatif puis quantitatif et à une « patoisisation » et donc l'inutilité et enfin à l'inutilisation.

¹⁶ Notamment à l'école avec à cette date l'introduction de la méthode Holderith, puis avec les préconisations des circulaires Deyon de 1982 et 1985.

¹⁷ Par une loi qui consacrerait une co-officialité avec la langue française pour tout ce qui concerne l'existence sociale évoquée ci-dessus.

¹⁸ Un emploi discursif par la classe politique et dirigeante en général.

¹⁹ D.h. die deutsche Sprache in ihrer Standardform und ihren alemannischen und fränkischen Dialektvarianten. Aus unserer Sicht gilt das, was wir über das Elsass in Bezug auf den Sprachenmord sagen, auch für das Département Moselle.

²⁰ Nach Angaben der UNESCO.

Kultur verliert, verliert seine Identität; ein Volk, das seine Identität verliert, existiert nicht mehr“.

Die Elsässer haben sich, seit das Elsass Französisch ist, in ihrer überwiegenden Mehrheit nicht gegen die Entwicklung der französischen Sprache in ihrer Region gewehrt. Im Gegenzug haben sie sich immer gewünscht und gehofft, dass sich eine kollektive französisch-deutsche Zweisprachigkeit dauerhaft etabliert. Dies hat sich nicht erfüllt und ist auch nicht im Begriff, sich zu erfüllen. Das ist nicht verwunderlich, wenn man bedenkt, dass die Bedingungen für ein uneingeschränktes Leben der Regionalsprachen in Frankreich eindeutig nicht gegeben sind, insbesondere weil ihnen die oben erwähnte volle gesellschaftliche Existenz verweigert wird.

Nur unter Zwang haben die Elsässer nach und nach ihre Erstsprache, die deutsche Sprache (Standarddeutsch und alemannische und fränkische Dialektvarianten), aufgegeben. Keine Bevölkerung gibt ihre Erstsprache freiwillig auf. Dazu bedarf es einer großen Portion objektiven und subjektiven Zwangs. Um eine Bevölkerung zum Sprachwechsel zu bewegen, müssen mehrere Faktoren zusammenspielen: die Anzahl der Sprecher und die Funktionen der beherrschten Sprache verringern, ihre identitätsstiftende Funktion abwerten und eine Legitimation für diese Politik erhalten. Der Sprachwechsel kann durch einen Bruch (von einer Generation zur nächsten) oder kontinuierlich (durch einen langsamen Absorptionsprozess) erfolgen. Der Wandel vollzieht sich umso schneller, je mehr sich die beiden Phänomene addieren. Dies ist insbesondere im Elsass der Fall.

Wenn in Frankreich die Bedingungen für das Überleben der Regionalsprachen nicht gegeben sind, liegt das ganz einfach daran, dass es ihnen dies im Namen einer bestimmten Auffassung von Nation, die ihm im Vergleich zu anderen Nationen in seiner Umgebung eigen ist, verweigert. In Frankreich gründete sich die nationale Identität im Wesentlichen auf objektive Daten zu Sprache, Geschichte und Kultur, d. h. auf die Identität eines einzigen Volkes, das folglich keine anderen Sprachen, keine andere Geschichte und keine andere Kultur hat oder haben kann, und die Existenz spezifischer Sprechergruppen²¹ in einem bestimmten Raum muss negiert²².

Wenn der Staat keine wirklichen Anstrengungen unternimmt, um die Regionalsprache des Elsass am Leben zu erhalten oder zu fördern, begeht er einen Linguizid. Unter Linguizid verstehen wir die geplante und organisierte Ausrottung der Regionalsprache des Elsass, d.h. der deutschen Sprache in ihrer Standardform und ihren Dialektvarianten. Und auch wenn dieser Linguizid nicht extrem brutal war, ist er dennoch einer. Das Ergebnis ist, dass die Kenntnis und der Gebrauch der Regionalsprache auf einem Tiefpunkt angelangt sind und die Elsässer somit nicht von der hohen sozialen, kulturellen und wirtschaftlichen Effizienz profitieren konnten, die eine kollektive Zweisprachigkeit mit sich bringt, Frankreich im Übrigen auch nicht. Es handelt sich hierbei nicht nur um eine enorme Verschwendung, sondern um eine Schuld!

Wir, die Unterzeichner des vorliegenden Manifests, fordern den Staat auf, diesem Linguizid (Sprachmord) ein Ende zu setzen und eine echte Politik zur Wiederbelebung und Wiederherstellung der elsässischen Regionalsprache zu betreiben.

²¹ Vgl. Entscheidung des CC Nr. 99-412 DC vom 15. Juni 1999.

²² Dies ist die quasi-ethnische jakobinische Auffassung der Nation, die aus der monarchischen Zentralisierung und der revolutionären Versteifung hervorgegangen ist und sich gegen das sehr europäische Prinzip der Einheit in der Vielfalt richtet, das es Frankreich insbesondere „verbietet“, die Europäische Charta der Regional- oder Minderheitensprachen zu ratifizieren. Auch dies ist eine französische Besonderheit.

Anhang

Verlauf der Ablehnung der elsässischen Germanophonie und damit der kollektiven französisch-deutschen Zweisprachigkeit (Standard und Dialekt)

Bei seinem Einzug ins Elsass im Jahr 1648²³ traf Frankreich dort auf eine Bevölkerung, die nicht nur hochgebildet war, sondern auch deutsche Sprache und Kultur besaß. Die deutsche Sprache wurde in der Tat auf allen Ebenen der Gesellschaft gesprochen und das Elsass nahm voll und ganz an der deutschen Kultur teil. Es hat sogar wichtige Beiträge dazu geleistet.

Während sich die Monarchie in anderen Ländern des Königreichs eher entgegenkommend gegenüber den dort gebräuchlichen Sprachen und der kulturellen Vielfalt gezeigt hatte, war dies im Elsass nicht der Fall, wo die Elite noch nicht französisiert war und auch nicht der französischen Kultur angehörte, zumindest nicht ausschließlich, also zum Zeitpunkt der Annexion einer fremden Kultur angehörte, noch dazu derjenigen des Feindes²⁴.

Frankreich beeilte sich nicht nur, die Anwendung der Verordnung von Villers-Cotterêts²⁵ einzuführen, sondern bereits 1685 sprach der Staatsrat ein Verbot der deutschen Sprache „in Verfahren, Urkunden, Verträgen und sonstigen Ausfertigungen ... bei Strafe der Nichtigkeit ... und von 500 Livres Geldbuße“ aus. Auch wenn es ihr darum geht, die institutionellen Bande zwischen den beiden Rheinufern zu zerreißen, geht es ihr auch und vor allem darum, einen Kulturwandel zugunsten der französischen Kultur herbeizuführen²⁶.

Die schlimmsten Bedrohungen für die deutsche Sprache und Kultur traten während der Revolution zur Zeit der Schreckensherrschaft auf. In der Folgezeit werden sie abgeschwächt.

Die Einführung des Französischen in den Grundschulen beginnt 1833 als Fach, wobei der Unterricht wie seit jeher auf Deutsch fortgesetzt wird. Im Jahr 1853 wurde Französisch zur Unterrichtssprache, während Deutsch weiterhin 35 Minuten pro Tag unterrichtet wurde.

Während der Zeit des Reichslandes von 1871 bis 1918 wurde die deutsche Sprache gefördert, ohne dass die französische Sprache²⁷ dabei verdrängt wurde. Die sozialen Klassen, die sie vor 1870 verwendet hatten, verwendeten sie auch während dieser Zeit weiter, so dass die Synthese zwischen der altdeutschen²⁸ und der elsässischen „Bourgeoisie“ nicht wirklich gelang. Eine Doppelkultur etabliert sich und trägt schöne Früchte.

1920 wurde Deutsch aus den Schulen dieser Dörfer verbannt und im restlichen Elsass wurde es ab der dritten Klasse der Grundschule drei Wochenstunden lang gelehrt. Ab 1927 wird es mit der gleichen Stundenzahl ab dem zweiten Halbjahr der zweiten Klasse unterrichtet. Im „Certificat d'études“²⁹ wird er zum Pflichtfach. In einer Instruktion an die Inspektoren äußert

²³ Eine Eroberung des Königs in Deutschland (Westfälische Verträge).

²⁴ Übrigens und wahrscheinlich aus denselben Gründen zu diesem Zeitpunkt auch nicht in Flandern und im Roussillon und später auch nicht in Korsika und der Grafschaft Nizza ... wo wie im Elsass die Elite zum Zeitpunkt der Annexion noch nicht französisiert war und weder der französischen Kultur angehörte.

²⁵ D. h. die Verwendung der französischen Sprache in Rechtsangelegenheiten, die später auf die Verwaltung ausgeweitet wurde.

²⁶ „Da es eine Folge davon ist, die Völker der Länder, die dem König durch den Vertrag von Münster abgetreten wurden, an unsere Sitten und Gebräuche zu gewöhnen, gibt es nichts, was mehr dazu beitragen kann, als wenn die Kinder die französische Sprache lernen...“ (Colbert Charles, Marquis de Croissy, 1666).

²⁷ Es sei darauf hingewiesen, dass diese Sprache in den romanischsprachigen Dörfern der Täler weiterhin als Erstsprache gelehrt wird.

²⁸ Vieux-allemands, so werden die im Elsass angesiedelten Deutschen vom anderen Ufer genannt.

²⁹ Zu beachten ist, dass der Religionsunterricht auf Deutsch stattfindet (4 Stunden/Woche). „Certificat d'études“ = Grundschulabschluss.

der Rektor Christian Pfister jedoch die Hoffnung, dass „... diese (die Kinder), wenn sie groß geworden sind, mit ihren Kindern Französisch sprechen und mit ihnen in dieser Sprache korrespondieren werden“.

1940 wurde das Elsass de facto dem Dritten Reich angegliedert. Die französische Sprache wird strengstens verboten. Diese Annexion, eigentlich ein Anschluss, verursachte ein echtes Trauma, das viele Elsässer dazu veranlasste, den deutschen Teil ihrer Identität zu verleugnen.

Dieses psychosozialologische Phänomen wurde 1945 von schweren Sprachverboten gegen die deutsche Standardsprache begleitet. Diese 1945 ausgesprochenen Verbote - Schulverbote³⁰, Medienverbote³¹ und Kulturverbote - stellten einen immensen Schaden für die elsässische sprachliche Identität und eine psychologische Gewalt dar, die den Elsässerinnen und Elsässern angetan wurde.

Es gab keine Rechtfertigung dafür, die Dinge anders auszurichten als vor 1940³², außer dem unausgesprochenen Willen, die Weichen für eine Angleichung an die Einsprachigkeit³³ zu stellen, die anderswo in Frankreich bereits fest etabliert war, und eine elsässische Ausnahme abzuschaffen.

Trotz lobenswerter Maßnahmen, die seit 1972³⁴ zugunsten der elsässischen Regionalsprache ergriffen wurden, reichten diese bei weitem nicht aus, um mehr Sprecher zu gewinnen und das Ruder herumzureißen. Es fehlte:

- in erster Linie ein Ansatz zur Aufwertung der Zweisprachigkeit und ein Diskurs der Positivierung gegenüber der seit 1945 installierten Verdrängung;
- eine Debatte, die eine kollektive Arbeit an der elsässischen Identität ermöglicht hätte ;
- ein allgemeiner Unterricht in der Sprache, sowohl in der Standardsprache als auch im Dialekt, in der politischen, sprachlichen und kulturellen Geschichte des Elsass ;
- eine echte Präsenz in den öffentlichen Medien.

Schließlich fehlte es an einer offiziellen Anerkennung³⁵ und Praxis der Sprache³⁶, die zu einer tiefgreifenden Veränderung der Beziehung geführt hätte, die ihre Benutzer zu ihr unterhalten.

Es ist allgemein anerkannt, dass eine Sprache, die in einem bestimmten Raum überleben will, dort eine soziale Existenz haben muss, d. h. in den Bereichen Schule, Medien, Kultur, Verwaltung, Wirtschaft, Kultur usw., und zwar mit einem Beschäftigungsanteil von 30 %. Diese Stufe stellt das Niveau der kollektiven Zweisprachigkeit dar, das für das Fortbestehen

³⁰ Rektoraler Erlass von 1945, mit dem der Deutschunterricht -vorläufig- abgeschafft wird. Damit wird die Regelung von 1927 aufgehoben. Gleichzeitig muss der Religionsunterricht auf Französisch abgehalten werden.

³¹ Verordnung vom 13. September 1945.

³² Dies wurde im Mai 1947 vom Generalrat des Bas-Rhin bestätigt, der die Wiedereinführung des Deutschunterrichts in den elsässischen Grundschulen mit Rückkehr zu der 1939 geltenden Regelung (insbesondere Unterrichtspflicht und Pflichtprüfung im Abschlusszeugnis) forderte.

³³ Das Ziel dieser Verbote bestand offensichtlich darin, in absehbarer Zeit eine elsässische Ausnahme zu beenden, in der die französische Sprache vor 1940 nicht das sprachliche und kulturelle Monopol genoss, das im Rest des Landes galt, und auch den Zugang zu einer anderen großen Sprache und einer anderen großen Kultur als der französischen, nämlich der deutschen, zu ermöglichen. Sobald dies erreicht war, sollte der deutsche Standard in den Augen der Elsässer wie eine Fremdsprache und die deutsche Kultur wie eine *terra incognita* erscheinen. In diesem Schema waren die elsässischen Dialekte, sobald sie von der Sprache und der Kultur, an denen sie teilhatten, abgekoppelt waren, zu einer zunächst qualitativen, dann quantitativen Verarmung und zu einer „Patoitisierung“ und damit zur Unbrauchbarkeit und schließlich zur Unbrauchbarkeit verurteilt.

³⁴ Vor allem in der Schule mit der Einführung der Holderith-Methode zu diesem Zeitpunkt und dann mit den Empfehlungen der Deyon-Rundschreiben von 1982 und 1985.

³⁵ Durch ein Gesetz, das eine Ko-Offizialität mit der französischen Sprache für alles, was die oben erwähnte soziale Existenz betrifft, festschreiben würde.

³⁶ Eine diskursive Verwendung durch die politische und herrschende Klasse im Allgemeinen.

der Regionalsprache erforderlich ist, und ist die notwendige Grundlage für eine breitere Entwicklung in der Zukunft, gewissermaßen ein Fundament.

Davon sind wir im Elsass sehr weit entfernt. Daher befinden wir uns heute auf einem linguistischen und kulturellen Trümmerfeld. Sind die Jakobiner dazu verurteilt, immer zu gewinnen? Das Unrecht zu erkennen, bedeutet, mit der Wiedergutmachung zu beginnen. Das Unrecht zu kennen und es nicht wiedergutmachen zu wollen, bedeutet, darauf zu beharren.